

SELLAL INAUGURE LE SALON INTERNATIONAL DE L'EAU

«Oran doit oublier ses problèmes d'eau»

Inaugurant hier le Salon international de l'eau, le ministre des Ressources en eau a évoqué, pêle-mêle, les problèmes de gestion de l'eau, la coopération avec les entreprises étrangères et la nécessité d'approvisionner l'Ouest algérien.

Nawal Imès Alger (Le Soir) - Sellal, qui a fait le tour des différents stands, a insisté auprès de la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR) pour qu'Oran «oublie ses problèmes d'eau». Son premier responsable a répondu qu'il s'y attelait et qu'il se tenait prêt à recevoir l'eau du MAO.

L'occasion pour Sellal de dire que la coopération

avec les entreprises étrangères était des plus fructueuses.

Cette cinquième édition du Salon international des équipements et services de l'eau d'Alger (SIEE Pollutec) a vu la participation de plus de 300 entreprises étrangères.

Les exposants occuperont cette année un espace de 9 000 m², soit une progression de 15%



«La coopération avec les entreprises étrangères est très fructueuse.»

par rapport à l'année dernière. Selon les organisateurs, pas moins de 6 000 visiteurs professionnels y

sont attendus.

Pour cette année, la participation algérienne est en nette progression puisque les entreprises nationales occuperont plus de 60% de la surface totale d'exposition.

En plus des agences dépendant du ministère des Ressources en eau, seront également présentes les sociétés chargées de la réalisation des grands travaux hydrauliques.

Du côté des étrangers, la France et l'Espagne se taillent la part du lion.

La France disposera de son propre pavillon, qui accueillera 62 entreprises

dont 44 % de nouveaux participants. L'Espagne, pour sa part, est présente avec 14 entreprises, qui occuperont 352 m².

En parallèle, un colloque sera organisé qui permettra aux collectivités locales et aux professionnels visiteurs du salon de s'informer et de se former sur les sujets d'actualité, les innovations technologiques, la réglementation, les expériences étrangères, autour d'un débat que les organisateurs espèrent de haut niveau.

N. I.

BELAÏZ À PROPOS DE KHALIFA :

«Nous acceptons le verdict de la justice britannique»

Inéluctablement, l'affaire Khalifa, dont le verdict concernant l'extradition ou pas de son boss Abdelmoumène-Rafik Khalifa devait intervenir hier lundi, était au menu de la curiosité médiatique, hier, à Zéralda, lors du colloque international sur la médiation judiciaire. Tayeb Belaïz, ministre de la Justice, garde des Sceaux, s'est exprimé à ce propos en marge des travaux du séminaire. Une attitude plutôt attentiste.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Il était attendu que les médias s'intéressent au dossier, tant en ce que ce dernier accapare par la profondeur de ses implications politiques que par le côté sensationnel qu'il charrie.

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, interpellé hier, avait la réplique hésitante, celle de quelqu'un qui n'était pas très sûr de son affirmation. Mais comme il devait s'exprimer sur un dossier aussi lourd

que l'affaire Khalifa, Tayeb Belaïz s'est tout de même efforcé à des réponses les moins engageantes qui soient. Pour lui, «l'Algérie acceptera toutes les décisions émanant de la justice britannique». Moins exigeant que cela, tu meurs. D'autant qu'on sait que l'Algérie a investi énormément pour faire valoir le procès Khalifa comme l'expression d'une volonté à lutter contre la corruption.

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux a affir-

mé, en effet, que «nous acceptons toute décision émanant du pouvoir judiciaire britannique, qui est souverain, et nous n'émettrons aucun commentaire suite à cela».

S'interdisant la moindre exigence en la matière, le ministre a tout de même souhaité que le verdict qui sera rendu soit favorable à l'Algérie.

«Nous avons défendu le dossier au maximum et l'avons soumis au pouvoir judiciaire anglais. Mais le juge britannique est libre de trancher cette affaire, soit en prolongeant les délibérations ou en prononçant le

verdict le jour même.» Notons que dans l'affaire Khalifa, le pouvoir algérien a agi dans la perspective de confondre le groupe Khalifa, auquel il est reproché d'avoir manqué à la réglementation et à toutes les directives réglementaires régissant les activités commerciales.

Jusque-là, le patron du groupe Khalifa, condamné par la justice algérienne par contumace, s'est toujours défendu contre les chefs d'accusation retenus contre lui. Selon lui, il est victime d'une cabale politique montée contre sa personne.

S. A. I.



Belaïz souhaite que le verdict soit favorable à l'Algérie.

SOCIÉTÉ RAZEL DU BARRAGE DE KOUDIATE ASSERDOUNE

Les travailleurs réclament leurs droits

Plus de 200 travailleurs algériens qui travaillaient chez la société française Razel, chargée de la réalisation du barrage Koudiate Asserdoune, à Maâla et qui ont été licenciés récemment, ont intenté des actions en justice contre leur ancien employeur après que l'inspection du travail de Lakhdaria eut établi des PV de non-conciliation.

D'après un groupe de travailleurs signataires d'une pétition remise ce dimanche par le biais d'un huissier de justice à la DG, dont le siège est situé à El-Biar (Alger), la majorité des travailleurs licenciés ou libérés, ont été victimes d'un abus de pouvoir de la part de cette société fran-

çaise, censée appliquer la législation algérienne en matière de travail.

Ces travailleurs, qui étaient en CDD (Contrat à durée déterminée) et qui ont été indemnisés après leur licenciement, estiment que la société Razel les a lésés dans leurs droits.

A titre d'exemple, ces

travailleurs évoquent la prime IEP (Indemnité de l'expérience professionnelle) qui n'a été incluse dans la grille des salaires qu'à partir de mai 2008 alors que la majorité des travailleurs ont été embauchés depuis le lancement du chantier, c'est-à-dire au début de l'année 2003.

En outre, et toujours dans le cadre de ces violations des lois algériennes, les travailleurs évoquent également la prime de la femme au foyer appliquée en mai 2008 avec effet rétroactif seulement depuis janvier 2007. En

somme, les travailleurs réclament leurs droits en exigeant soit la réintégration à leurs postes de travail puisque le chantier n'est toujours pas réceptionné, soit les indemnités pour l'ensemble des années passées au niveau du chantier et selon le code de travail algérien que la société Razel de droit français est censée appliquer étant donné qu'elle est sur le sol algérien et travaille pour le compte du gouvernement algérien.

Y. Y.

Oran : 60 hectares ravagés par le feu

Le feu qui s'est déclaré hier vers les coups de 13h, apprend-on de sources émanant de la Protection civile, près de la cité Hai Bouamama (à l'est de la ville d'Oran), a causé des dégâts.

D'après la Protection civile, pas moins de 60 ha de maquis et de broussailles ont été ravagés par les flammes, avant que le feu ne soit maîtrisé, «des flammes qui ont atteint les 6 m de hauteur», comme nous l'ont attesté des témoins. «Il a fallu l'intervention de 13 camions de pompiers pour mettre un terme à cet incendie, le plus important au cours de cette année», ajoute nos interlocuteurs. Après six heures de lutte contre ce feu, précisent nos sources, la situation a enfin été rétablie, mettant hors de danger la vie et les biens des riverains. Depuis le début du mois de mai, rappelle-t-on, à savoir le début de la saison de grandes chaleurs, au moins 80 ha de maquis et de broussailles ont été ravagés par le feu.

B. A.